

**Bouleversement du
paysage politique**

Le PDG n'est pas épargné p4

Dialogue politique

La famille Myboto à couteaux tirés p5

Politique

Vers la victoire de la main tendue p5

Conseil des Ministres

De nombreux dossiers abordés p7



Gouvernance financière p2

Attention aux faux pas !

Leadership de l'opposition

Pourquoi légitimer
un loser ?



Gouvernance financière

Attention aux faux pas !

Pour l'année 2017, les prévisions du cadrage macroéconomique et budgétaire affichent des opérations équilibrées en ressources et en charges à 2.477,5 milliards de F.cfa, contre 2.626 milliards de F.cfa dans la loi de finances 2016, soit une baisse de 148,5 milliards de F.cfa.

Cette diminution des prévisions illustre le fait que la confection de la loi de finances se déroule dans un contexte économique incertain. Une situation qui ne doit cependant saper la volonté du gouvernement de poursuivre les chantiers majeurs ayant un fort impact sur la croissance, le développement et le bien-être des concitoyens.



C'est dans ce cadre que l'exécution du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) et le financement de la Stratégie Nationale d'Investissement Humain (Pacte social) se poursuivront parallèlement à la mise en œuvre des premières actions de la politique de l'égalité



des chances axée sur l'accès de tous à l'emploi, à l'éducation, aux soins de santé et à la sécurité sociale.

Pour atteindre les objectifs fixés, il est important de maîtriser les dépenses publiques et d'accroître les ressources. Le grand danger, pour le Gabon, est cependant de se tromper de démarche en remettant en cause les réformes chèrement acquises en matière de gouvernance financière.

Les réformes menées ont permis à l'administration d'optimiser la gestion des deniers publics grâce à la mise en place d'un nouveau modèle basé sur la budgétisation par objectifs de programme (BOP) et en disposant notamment d'un système de suivi, de pilotage et d'évaluation de l'atteinte des objectifs en

cours d'exercice.

Priorité a été donnée à la maîtrise, à la valorisation et à une meilleure utilisation des moyens. Raison pour laquelle la Direction Générale du Budget et des Finances Publiques (DGB-FiP) a été créée. Une structure innovante qui mutualise les compétences de trois anciennes directions d'origine et qui chapeaute quatre pôles : Audit et Contrôle Interne ; Budget et Dépenses Publiques ; Contrôle Budgétaire et Gestion ; Marchés Publics.

Le rôle essentiel de la DGBFiP

Dans le contexte politique et socio-économique actuel, le rôle de la DGBFiP est fondamental, au nom du principe de soutenabilité de nos finances publiques et, surtout, afin que les dettes intérieures n'atteignent un niveau asphyxiant. La maîtrise des engagements dans les commandes publiques, en fonction de la connaissance du niveau de l'exécution des

ressources en temps réel, ayant été érigée en méthode de travail.

Autrement dit, toucher à l'intégrité structurelle de cette direction ira à contresens de l'optique qui s'impose et pourrait exposer le pays à des risques majeurs comme la multiplication des actes répréhensibles et antiéconomiques : surfacturation, détournement de deniers publics, marchés de complaisance....

Face à la chute des recettes pétrolières, l'Etat, à travers notamment la DGBFiP, a pu pourtant maîtriser les dépenses ces dernières années. Pour la première fois au Gabon, à la fin de 2015, le budget a été clôturé avec un reste à payer de moins de 150 milliards de F.cfa. Une performance saluée particulièrement par nos partenaires dont le Fonds Monétaire International. Aussi, l'heure n'est pas aux initiatives aventureuses et les faux pas qui pourraient impacter gravement sur l'économie et même la stabilité politique du pays.



Bouleversement du paysage politique

Le PDG n'est pas épargné



Certains voulaient une transformation radicale du parti avant la tenue même de la bataille présidentielle du 27 août qui s'annonçait acharnée. D'autres, en pleine campagne électorale, n'ont pas hésité à pointer du doigt les défaillances internes qui « risquent de faire exploser la machine ».

C'est maintenant le site Koaci.com qui revient sur le sujet en préluant qu'il est « difficile de faire du neuf avec du vieux surtout quand cela apparait comme l'un des principaux arguments des

contestataires et des médias occidentaux ».

Ce support d'information qui livre en exclusivité qu'un comité d'une dizaine de personnalités planche depuis plus d'une semaine sur la création d'un nouveau parti de majorité présidentielle.

L'objectif serait tout simplement de marquer une véritable rupture avec le passé, en finir avec 50 ans de parti démocratique gabonais (Pdg) pour lancer une organisation capable d'impulser la nouvelle dynamique de modernité et de rassemblement, d'égalité des chances et de fin

des pratiques de l'ère Omar Bongo, prônées par l'actuel chef de l'Etat.

Une nouvelle formation politique au sein de laquelle les « sangsues et les félons » n'auraient plus leur place et qui donnerait à des nouvelles têtes l'opportunité d'émerger au profit d'un Gabon résolument tourné vers le futur.

« Certes, la tâche ne sera pas facile mais il est temps de s'y mettre », lance un jeune militant en guise de commentaire sur cette nouvelle qui commence à animer les foyers. Un point de vue que partagent de nombreux partisans d'Ali Bongo Ondimba.

Rappelons pour la petite histoire que le principal parti du pays était d'abord connu sous le nom de Bloc démocratique gabonais sous la direction de Léon Mba. Avec l'accession de ce dernier à la présidence, le parti devient dominant. Devenu président du Gabon en 1967, Albert Bernard Bongo le renomme en Parti démocratique gabonais, le 12 mars 1968. Depuis, rien ou presque n'a changé sur le plan structurel.

Dialogue politique

La famille Myboto à couteaux tirés

Une frange des cadres et militants de l'Union Nationale semble prête à participer au dialogue initié par le président Ali Bongo Ondimba. Ce qui n'est pas du goût du patriarche, Zacharie Myboto, qui préfère un jusqu'au-boutisme avec Jean Ping que les membres du parti ne souhaitent plus cautionner, en constatant l'évolution de la situation politique au Gabon.

La déchirure serait ainsi réelle actuellement entre, d'une part, Zacharie Myboto, et, d'autre part, Paul-Marie Gondjout, son gendre, ainsi que sa fille, Chantal Myboto. Paul-Marie Gondjout, soutenu par Chantal, est en tête pour soutenir l'idée d'une participation de l'Union Nationale au dialogue prôné par le président réélu, mais Zacharie Myboto voit la situation autrement.

De plus en plus de leaders de l'UN sont, en effet, persuadés que l'aventurisme avec Jean Ping ne constitue pas la meilleure solution pour le pays et ne peut, au contraire, que conduire à une impasse. C'est d'ailleurs la raison qui a poussé un certain nombre d'anciens opposants à répondre favorablement à la perche tendue par ABO dès les heures qui ont suivi la proclamation des résultats définitifs de la présidentielle gabonaise par la Cour Constitutionnelle.

Le choix est ainsi devenu très compliqué pour la famille Myboto, divisée sur la question du dialogue national. Car qu'on le veuille ou non, le processus est déjà en marche et un grand nombre des militants penchent pour la participation de l'Union Nationale. L'alliance avec Jean Ping, pour eux, ne pourrait plus conduire à une solution définitive pour le Gabon.

Politique

Vers la victoire de la main tendue

Les actions visant à rassembler les acteurs politiques gabonais autour du concept de dialogue national se poursuivent dans les couloirs actuellement. Depuis la prestation de serment du président réélu, de plus en plus d'anciens opposants ont rejoint la coalition autour d'Ali Bongo Ondimba dans un esprit d'union et de fraternité pour rassembler tous les Gabonais.

Toutefois, une frange de l'opposition continue de renier l'appel au dialogue du chef de l'Etat. Conscients que, tôt ou tard, la grande majorité des opposants, y compris les plus radicaux, finiront par revenir à la raison et acceptent de discuter autour d'une table, les autorités continuent le travail de couloir.

La majorité autour du président a évité le triomphalisme

et continue de convaincre les derniers récalcitrants au dialogue. Ce fut également le souhait des partenaires internationaux du Gabon depuis l'investiture du président réélu.

La politique de la main tendue a déjà porté ses fruits. La violence a maintenant déserté les rues des grandes villes du Gabon. Certes, l'ancien candidat de l'opposition, Jean Ping, continue de protester. Mais la plupart de ses sympathisants refusent d'en découdre. Dans un souci d'apaisement, le nouveau gouvernement n'a pas pris de mesure spécifique à l'endroit du candidat malheureux à l'élection présidentielle du 27 août dernier.

« Personne aujourd'hui n'empêche que monsieur Ping aille où il veut, comme il veut, quand il veut », a récemment rétorqué le Ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Alain Claude Bilie-By-Nze, en réponse à une rumeur concernant la mise en résidence surveillée du candidat malheureux de l'opposition.

En tous cas, la majorité qui soutient le chef de l'Etat continue de jouer la carte de l'apaisement et de la concertation. C'est un choix qui a déjà donné des résultats probants et qui a encore toutes les chances d'attirer de plus en plus de Gabonais issus de tous les bords politiques.

Leadership de l'opposition

Pourquoi légitimer un loser ?



quer une réaction à qualifier d'abusive. Malgré ces appels non voilés à la résistance dans le but de prendre le pouvoir, l'homme prétend ne pas être libre. Il est conscient de franchir de temps à autres la ligne rouge sans que les gabonais ne l'aient suivi. La diaspora semble plus facile à amadouer et le message anti-Ali passerait mieux à l'étranger.

Au Gabon, le sort en est jeté. Les gabonais ont refusé d'entrer dans une crise électorale, de goûter à l'instabilité politique et à l'insécurité. « Mr Ping nous a donné un avant-goût bien amer le 31 août dernier, ses appels à la contestation, à la désobéissance civile et à la résistance me rendent perplexe, même si moi, je suis de l'opposition », déclare un militant pro Héritage et Modernité. « On ne veut plus un combat d'hommes mais d'idées », poursuit-il.

L'histoire récente de la démocratie africaine, avec l'ingérence des Occidentaux qui se cachent derrière le terme générique de « communauté internationale », a révélé que la dichotomie légalité/légitimité est savamment entretenue pour affaiblir un pouvoir en place et le remplacer par un autre.

Au Gabon, Jean Ping, candidat perdant à l'élection présidentielle de 2016 continue à

s'autoproclamer élu et s'affiche comme le « président légitime ». Il est libre de le croire comme d'exprimer ses pensées. Sauf que, l'ancien candidat de la France ne désespère pas de prendre le pouvoir par un coup d'Etat dont il cherche encore la formule.

Faut-il arrêter Jean Ping dans ses funestes intentions, quand et comment. La question est épineuse, car les déclarations entachées de provocation à l'encontre du pouvoir n'ont pour but que de provo-

L'identité du leader de l'opposition est encore un mystère. Jean Ping, en tant que premier responsable de l'humiliante défaite du 27 août, n'a pas la légitimité pour le devenir. Mais le vieux diplomate déchu s'arc-boute par tous les moyens. La stratégie du chaos n'a pas fonctionné, celle de la pression internationale non plus. Le sabotage économique et la désobéissance civile n'ont pas été suivis... il ne lui reste plus que la folle ambition de créer une nouvelle république... à son image.

Conseil des Ministres

De nombreux dossiers abordés



Le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba a présidé jeudi dernier le Conseil des Ministres dans la salle habituelle du Palais de la Présidence de la République. Diplomatie, organisation de la CAN 2017, environnement économique..., de nombreux dossiers ont été abordés.

A l'entame des travaux, le Conseil s'est félicité de la visite de travail effectuée le mardi 18 Octobre 2016 par le président de la République du Togo, Faure Gnassingbe. Cette rencontre a permis aux deux chefs d'Etat de s'en-

tretenir sur le renforcement de la coopération entre nos deux pays.

Cette rencontre a également été l'occasion d'échanger sur les conclusions du Sommet extraordinaire des chefs d'Etat de l'Union Africaine (UA) sur la sécurité et la sûreté maritimes en Afrique tenu à Lomé au Togo. Sommet à l'issue duquel les dirigeants africains ont signé le 15 Octobre dernier, une nouvelle charte dans le but de mettre en place des politiques continentales capables d'éradiquer entre autre, la piraterie, la pêche illégale

suite page 7

et la pollution.

Sur un tout autre plan, le Conseil s'est réjoui de la tenue de la cérémonie de tirage au sort de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2017) qui se déroulera au Gabon du 14 janvier au 05 février 2017.

C'est ici, la confirmation de ce que cette rencontre aura bel et bien lieu. Le président Ali Bongo Ondimba qui a de nouveau demandé au gouvernement de redoubler d'efforts quant à l'accélération de toutes les actions inscrites dans le cadre de la réalisation de ce projet prioritaire qu'est la CAN 2017. Un appel a en outre été lancé pour une grande mobilisation pour accueillir cet événement continental dans la pure tradition d'hospitalité qui caractérise si heureusement notre pays.

Et c'est toujours dans le cadre de ce Conseil que la Vice-primature, en charge de l'Urba-

nisme, de l'Habitat social et du Logement a sollicité et obtenu satisfaction pour la suspension des attributions des terrains situés dans des zones non aménagées ou ne bénéficiant pas d'un document de planification, en vue de les préserver contre toute construction anarchique.

Le ministre de l'Economie, de la prospective et de la programmation du développement durable a pour sa part donné des éclairages nécessaires concernant le maintien de la note « B+ » pour le Gabon par l'Agence Fitch Ratings. Ceci traduit le fait que le pays est caractérisé par un environnement macroéconomique stable et que des efforts appréciables de politiques économiques ont été déployés depuis le début de la crise pétrolière.

Dans la même veine, le Conseil a pris bonne note de ce qu'une mission d'investisseurs institutionnels s'est rendue à Libreville, du 18 au 19 Octobre 2016, aux fins d'avoir une appréciation réaliste de la situation économique et sociale de notre pays.

